

Une économie frappée par 3 chocs : *guerre en Ukraine, crise sanitaire, dérèglement climatique.* **Conséquences et perspectives**

Note SEXTANT

Octobre 2022





Sommaire

1. Economie et inflation : situation, perspectives et mesures mises en œuvre.....p.4

Une inflation qui devrait rester à un niveau élevé l'an prochain tandis que l'économie devrait connaître des tensions nettement plus fortes qu'en 2022

2. Crise énergétiquep.12

La crise énergétique que traverse actuellement la France souligne sa dépendance énergétique, met à mal les équilibres économiques et grève les capacités d'investissement de l'Europe et des entreprises dans la transition énergétique

3. Pénuries, inflation et ralentissement économique : des exemples d'impacts par grands secteursp.24

Les pénuries et l'inflation, entraînées par la pandémie et les tensions géopolitiques, touchent tous les secteurs d'activité, et notamment ceux considérés comme stratégiques pour l'indépendance industrielle et énergétique de la France ou essentiels à sa souveraineté alimentaire.

La pandémie et les tensions géopolitiques ont des répercussions sur le transport, conduisant à des ruptures d'approvisionnement en matières premières et autres produits, le tout amplifiant l'inflation

4. Une crise climatique qui va accélérer les transformations de l'économie et bouleverser certains secteurs..... p.37

5. En conclusion.....p.40

Une urgence pour les CSE à se saisir de ces sujets afin d'en anticiper les impacts



Une économie frappée par la guerre en Ukraine, les suites de la crise sanitaire et le dérèglement climatique

Crise énergétique et transition énergétique

Hausse massive des prix

Risques sur approvisionnement

Ralentissement de la transition énergétique

Difficultés d'approvisionnement en M1ères

Ralentissement de certaines activités stratégiques

Inflation très élevée

Impact sur les marges des entreprises

Impact sur le pouvoir d'achat et la consommation des ménages

Remontée des taux d'intérêt

Entreprises : accès plus difficile au financement / impact sur les marges

Ménages : difficulté / renchérissement de l'accès au crédit immobilier

Etat : contraintes budgétaires + importantes.

Pénurie de personnel

Impacte fortement certains secteurs

Risques : réduction des capacités, surcharge de travail, développement entravé...

Crise climatique (été 2022)

Entreprises : Accélérer les transformations vers un modèle + durable

Ménages : évolution des comportements / des consommations

Régulateurs pourraient contraindre les acteurs à accélérer

Réduction de certaines productions agricoles



À NOTER

Toutes les entreprises sont affectées mais à des degrés très divers selon les secteurs d'activité et leurs marges de manœuvre.



Economie et inflation : situation, perspectives et mesures mises en œuvre

Une inflation qui devrait rester à un niveau élevé l'an prochain, tandis que l'économie devrait connaître des tensions nettement plus fortes qu'en 2022



Un ralentissement généralisé de l'économie mondiale, plus marqué qu'attendu

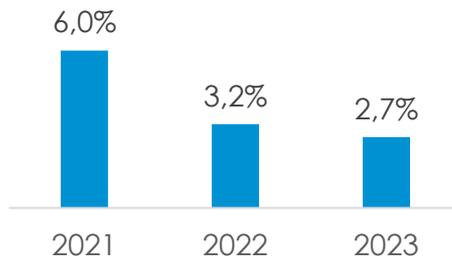
Croissance
ralentie

En sortie de crise sanitaire fin 2021/début 2022, plusieurs facteurs ont ralenti la croissance économique mondiale (et française), principalement :

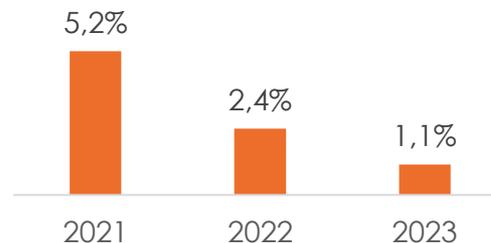
- ✓ La crise énergétique liée à la guerre en Ukraine
- ✓ Une inflation très élevée en 2022 (8,8% dans le Monde (FMI) ; ~8% en zone UE ; ~6% en France) et en 2023 (6,5% dans le Monde)...
- ✓ ...qui a conduit à un resserrement de la politique monétaire jusqu'alors très favorable (remontée des taux de la BCE et de la FED)
- ✓ La stratégie zéro Covid en Chine

Dans ce cadre, **le FMI anticipe un ralentissement important de l'économie qui devrait s'accroître en 2023.**

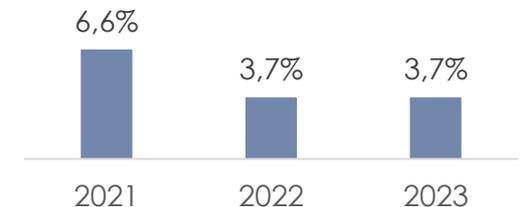
► Projection de croissance
Monde



► Projection de croissance
Pays avancés



► Projection de croissance
Pays émergents et en dévpt.



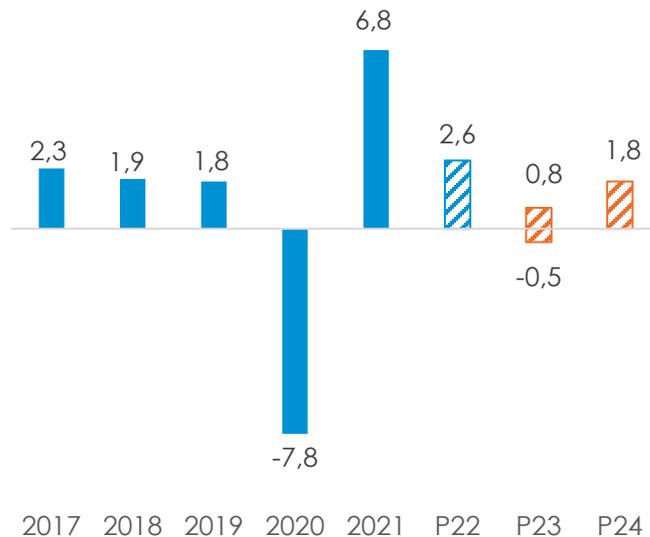
FMI – octobre 2022



Globalement, l'économie française, soutenue par les politiques budgétaires, a résisté en 2022 mais les tensions devraient s'accroître en 2023

Croissance ralentie

► PIB France (en %) – Insee / Banque de France



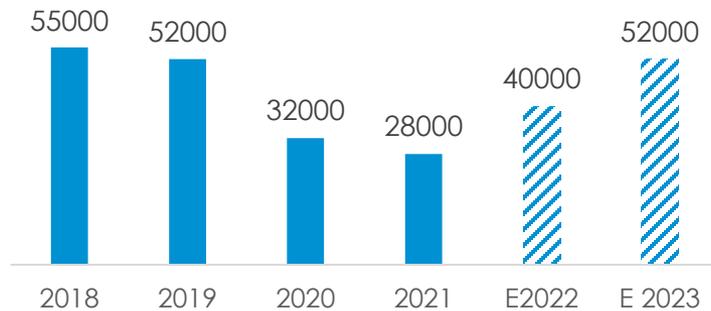
La France devrait entrer dans des difficultés plus aiguës en 2023

- La France devrait connaître une croissance encore soutenue en 2022 (+2,6%), conséquence du rebond post Covid (reprise du tourisme, absence de fermetures des commerces...) et des politiques budgétaires visant à protéger l'économie (bouclier tarifaire...).
- **Malgré des incertitudes majeures** (prix et approvisionnement en gaz notamment), la Banque de France anticipe **des tensions en 2023 avec un scénario médian autour d'une croissance nulle** puis un rebond modéré dès 2024.

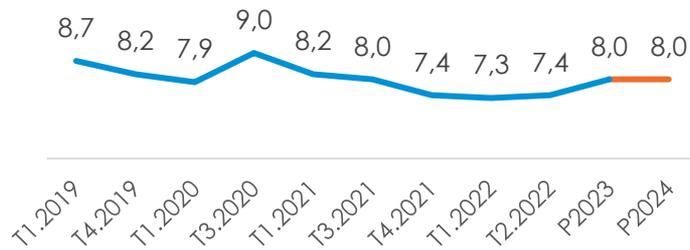


Les défaillances d'entreprises et le chômage devraient toutefois rester contenus, à un niveau pré-covid

► Nombre de défaillances d'entreprises - Altares



► Taux de chômage BIT (en %) – Insee / OFCE



Le nombre de défaillances d'entreprise devrait revenir à un niveau pré-covid dès 2023

La fin des aides d'Etat, les remboursements de PGE et l'inflation vont conduire à un rebond des défaillances d'entreprises.

Sont particulièrement concernées les petites entreprises (restauration, commerce...). Mais les PME de l'industrie, du transport et du BTP seraient aussi affectées.



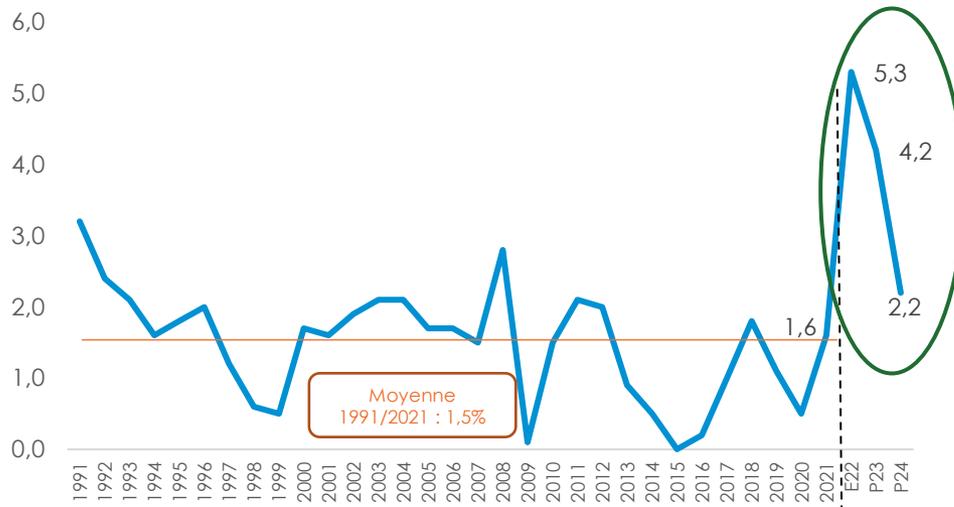
Le chômage devrait légèrement remonter

Toutefois, l'impact serait limité. Il n'atteindrait pas son niveau d'avant crise sanitaire.



Une inflation très élevée qui devrait perdurer en 2023

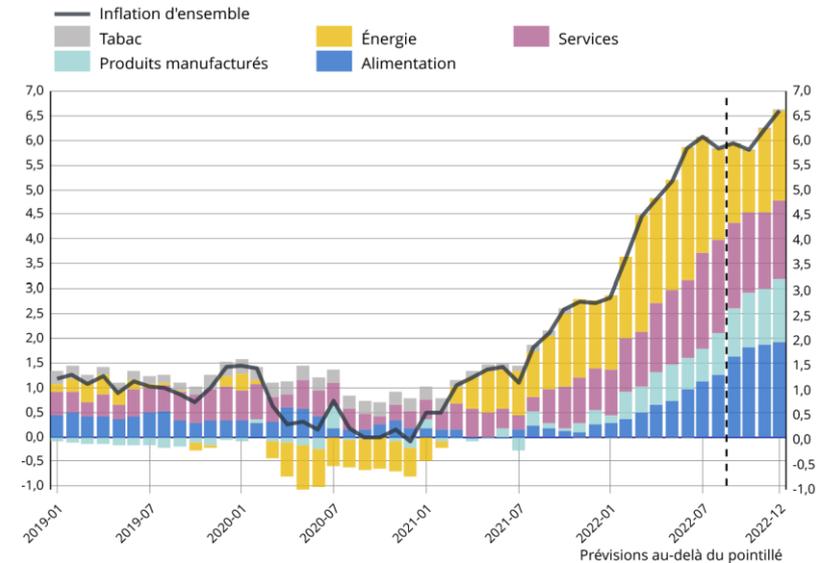
► Inflation France (moyenne annuelle en %)



Sources : Insee / Banque de France 09/21
BdF 2023/2024 : IPCH corrigé pro forma IPC

- L'inflation atteindrait **5,3% en moyenne** en 2022, contre une moyenne de 1,5 % sur 1991-2021. Mais **+6,6% en glissement annuel** à décembre 2022 (vs 12/21). Elle aurait coûté ~1 point de PIB en 2022.
- Elle est inférieure à celle de la zone euro (~8,1% en 2022 vs 5,8 % à comparable France)
- La Banque de France anticipe un repli de l'inflation qui resterait élevée en 2023 puis retomberait à ~2% en 2024.

► Inflation par poste(en %) – Insee



- Si elle a démarré avec les produits énergétiques, l'inflation s'est assez rapidement généralisée à l'ensemble de l'économie (M1ères, alimentation, transport...)
- Un effet d'aubaine pour certains secteurs ?



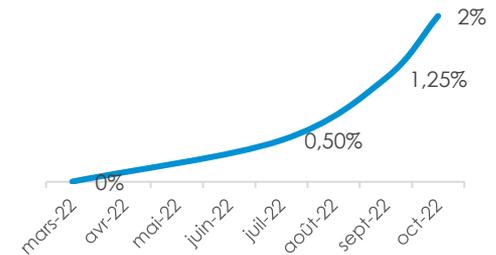
Une remontée des taux d'emprunt pour contrer l'inflation... au risque de freiner l'économie

La BCE (Banque Centrale Européenne) a augmenté ses taux directeurs de façon inédite en septembre pour freiner la consommation ... et par conséquent pour baisser la pression sur les prix.

La faiblesse de l'€ (0,99 \$ en septembre) a constitué un autre argument plaidant pour la hausse des taux, car il renchérit la facture de produits importés... ce qui alimente l'inflation.

Si ce choix est favorable aux banques qui pourront prêter plus cher et à des marges plus élevées, l'Etat, les entreprises et les particuliers sont immédiatement affectés :

► Taux d'intérêt de la BCE



Entreprises

Difficulté accrue d'accès aux financements dans un contexte de fin de PGE au 30/6/22 (hors nouveau PGE « guerre en Ukraine »)

Impact sur les marges

- Risque d'arbitrage sur les investissements

Etat

Hausse du coût de refinancement de la dette

- Risque d'arbitrage dans la politique budgétaire (par exemple quant aux mesures de soutien à l'économie)

Ménages

Difficulté d'accès au crédit notamment immobilier (déjà constaté en septembre par la hausse du nombre de refus de crédit)

Renchérissement des crédits

- Risque : ralentissement sur le secteur immobilier et tous les acteurs en amont et aval



Des risques importants sur la croissance et l'emploi si la BCE poursuit cette stratégie



Les mesures de soutien aux entreprises, moins favorables que celles de soutien aux ménages (Plan de résilience économique et social)

Mesures de soutien aux entreprises



Mesures Energie

- ▶ **Remise carburant** : 30 cts/l entre 1/9 et 31/10 & 10 cts/l entre 1/11 et 31/12
- ▶ **Aide aux entreprises** dont les dépenses de gaz et d'électricité représentent au moins 3 % du CA et ont subi un doublement du prix du gaz et/ou de l'électricité. L'aide comprend plusieurs volets plafonnés respectivement à 2, 25 et 50 millions d'euros, selon les spécificités de l'entreprise.
- ▶ L'appel à projet de l'Etat « **industrie Zéro fossile** » (enveloppe 150 M€) : soutien financier aux investissements permettant la décarbonation de l'industrie (PME/ETI).
- ▶ Baisse des taxes sur l'électricité (TICFE)
- ▶ Relèvement du volume d'électricité vendu au tarif réglementé
- ▶ **Bouclier +4% sur électricité & gaz pour entreprise <10 sal et 2 M€ de CA**
- ▶ Pour les entreprises électro intensives, avance de la compensation carbone 2023 versée en 2022 à hauteur de 24%
- ▶ Aide de 35 centimes par litre de gazole pour les **pêcheurs**
- ▶ **Aides aux collectivités locales**
- ▶ **Pour 2023 :**
 - Bouclier tarifaire maintenu pour les petites entreprises (max +15%)
 - Extension et simplification des aides au paiement des factures d'électricité et de gaz pour les grands consommateurs d'énergie
 - Garantie de l'Etat vis-à-vis des fournisseurs d'énergie



Autres mesures

- ▶ Nouveau Prêt Garanti par l'État permettant de soutenir les entreprises affectées par la guerre en Ukraine jusqu'au 31/12/22 (Nb : fin du PGE « Covid » au 30/6/22). Obtention : au cas par cas sur base déclarative à la banque que la trésorerie est affectée par la guerre.
- ▶ **Prêt croissance industrie** ouvert aux entreprises du BTP, et **prêt croissance relance** est ré-abondé.
- ▶ Report de charges fiscales et sociales facilité pour les entreprises mises en difficulté par l'augmentation des prix de l'énergie ou la perte de débouchés à l'exportation
- ▶ Dispositif d'activité partielle de longue durée (APLD) utilisé lors de la crise sanitaire prolongé de 12 mois supplémentaires pour les accords déjà signés, et envisageable jusqu'à la fin de l'année pour les branches et sociétés non couvertes à date
- ▶ Enveloppe de 400 M€ pour financer une aide pour les éleveurs qui font face à l'envolée du coût de l'alimentation des animaux



Des mesures de soutien aux ménages plutôt favorables vs entreprises et pays comparables

(Loi pouvoir d'achat et Loi de finances rectificative – Cf. support Sextant sur les rémunérations de septembre 2022)

Mesures de soutien aux ménages



Mesures salariales

- ▶ Mise en place d'une **prime de partage de la valeur** (accompagnée d'un régime social et fiscal favorable)
- ▶ **Autoriser un débloqué exceptionnel de l'épargne salariale** (plafond 10 000 €)
- ▶ **Autoriser la monétisation des jours de RTT** en accord avec l'employeur
- ▶ **Relever le plafond de défiscalisation des heures supplémentaires** (de 5 000€ en 2021 à 7 500€ en 2022)
- ▶ **Réactiver l'activité partielle pour les personnes vulnérables**
- ▶ **Revaloriser par anticipation le seuil d'exonération des titres-restaurants + conditions d'usage élargies**
- ▶ **Rehausser le plafond d'exonération de la prime transport et du forfait mobilité durable**
- ▶ **Exonérer la prise en charge facultative des frais de transports publics**



Bouclier tarifaire Energie

- ▶ **Remise carburant** : 30 cts/l entre 1/9 et 31/10 & 10 cts/l entre 1/11 et 31/12
- ▶ **Bouclier tarifaire énergie** jusqu'au 31/12/22 :
 - factures d'électricité bloquées à +4 %
 - gel des prix du gaz à leur niveau d'octobre 2021
 - aide au fioul pour les ménages modestes (enveloppe de 230 M€)
- ▶ **Pour 2023, ce bouclier sera prolongé dans des conditions revues :**
 - **La hausse des tarifs de gaz et d'électricité sera limitée à 15 %.** La limitation est supérieure à celle de 2022 (qui était de 4 %) mais elle concerne « tous les ménages, les copropriétés, les logements sociaux, les petites entreprises et les plus petites communes »



Mesures sociales

- ▶ **+4% pour les Retraites de base, les prestations sociales, la prime de rentrée**



Crise énergétique et transition énergétique

La crise énergétique que traverse actuellement la France souligne sa dépendance énergétique, met à mal les équilibres économiques et grève les capacités d'investissement de l'Europe et des entreprises dans la transition énergétique.



La crise énergétique que traverse actuellement la France souligne sa dépendance énergétique.

La crise énergétique que traverse actuellement la France est principalement liée à l'envolée des prix du gaz et de l'électricité dans un contexte de **crise sanitaire** et de **tensions géopolitiques avec la Russie**, exportatrice d'énergies fossiles.

L'**envolée des prix du gaz** a d'autant plus impacté la France que, comme le pétrole, la France importe cette énergie en dollars, et que **l'euro se déprécie face au dollar**. L'envolée du prix du gaz s'explique principalement par 2 facteurs :

- ▶ l'approvisionnement en **gaz russe** s'est réduit, puis **arrêté** alors que la Russie assurait **35% des besoins de l'Europe à fin 2021**.
- ▶ la **Norvège**, principal fournisseur de la France en gaz depuis plusieurs années, **vend son gaz** en indexant son prix **sur les cours des marchés** européens.

Malgré les livraisons additionnelles de **GNL** (Gaz Naturel Liquéfié) à l'Europe **par les Etats-Unis**, des risques de pénurie de gaz ne sont pas complètement écartés.

L'**envolée des prix de l'électricité** en France s'explique quant à elle à la fois :

- ▶ par une **production déficiente des centrales nucléaires** : jusqu'à 32 des 56 réacteurs des centrales françaises étaient à l'arrêt en 2022, pour des raisons de maintenance (dont le plan 2019-2024 a pris du retard en raison de la pandémie) et des problèmes de corrosion sur de nouveaux réacteurs.
- ▶ par le mécanisme de fixation du prix de l'électricité : le marché de l'électricité est organisé de telle façon **qu'en cas de forte demande, le prix spot de l'électricité sur le marché de gros est celui de la centrale qui a les coûts les plus élevés** (actuellement, les centrales gaz).



La hausse importante des prix du gaz et de l'électricité met à mal les équilibres économiques des entreprises, avec des implications en cascade sur les chaînes de valeur et l'emploi.

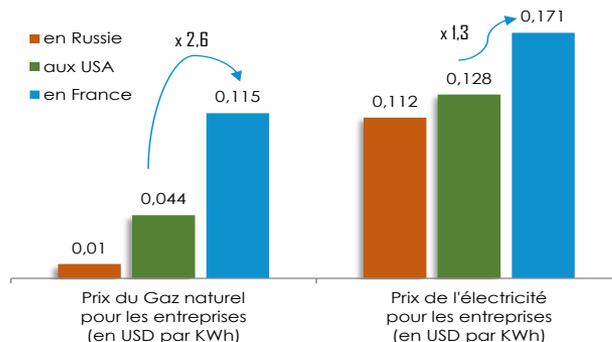
Une hausse des prix de l'énergie qui se traduit par une augmentation des prix de vente et/ou des ruptures de production

Les secteurs les plus touchés par la crise énergétique sont les secteurs les plus énergivores en gaz ou en électricité (verrerie, métallurgie, chimie, ...).

D'autres acteurs, dont les marges sont faibles et ne réussissant pas à répercuter l'augmentation de leurs coûts énergétiques dans les prix de vente à leurs clients, sont fragilisés (ex : agro-alimentaire).

Leur équilibre économique mis à mal, certains réduisent ou stoppent leur production pour limiter leurs pertes, avec des implications en cascade sur toute une chaîne de valeur ainsi que sur l'emploi et l'inflation. Parmi les usines réduisant leurs capacités, figurent notamment des verreries (ex : Duralux), des aciéries ou fonderies (ex : Ascoval).

► Prix du gaz naturel et de l'électricité pour les entreprises en Russie, aux USA et en France, en mars 2022 (source : GlobalPetrolprices.com)



Des risques de délocalisation vers des pays à moindre coût énergétique

Les ralentissements d'usines freinées par le coût de l'énergie perturbent les chaînes de valeur (ex : ruptures de stock), et le recours aux importations en provenance de zones plus compétitives s'accroît (ex : engrais azotés pour la production agricole).

Certains craignent que des entreprises ne délocalisent vers les Etats-Unis, où les coûts de l'énergie peuvent être jusqu'à dix fois moins élevés. En mars 2022, le prix du gaz naturel était en moyenne 2,6 fois plus élevé pour les entreprises françaises que pour les entreprises américaines, et le prix de l'électricité 1,3 fois plus élevé.

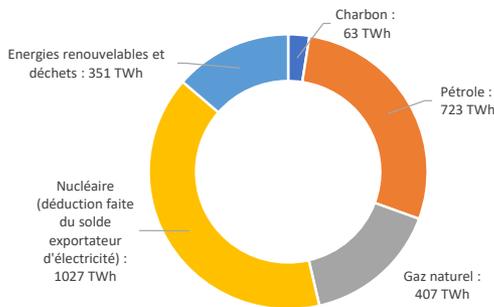
L'Etat à la rescousse pour pérenniser le tissu industriel et assurer un meilleur niveau d'indépendance énergétique à l'avenir ?

Pour obtenir des aides de l'Etat, les lobbies industriels, tels qu'Eurométaux ou Uniden (Union des industries utilisatrices d'énergie) plaident que les métaux nécessaires à la transition énergétique devront être transformés par des industriels de la métallurgie et qu'il est donc urgent de préserver leur capacités de production en Europe pour s'assurer une indépendance industrielle. La transition énergétique revient à transformer notre dépendance aux énergies fossiles en dépendance aux métaux.



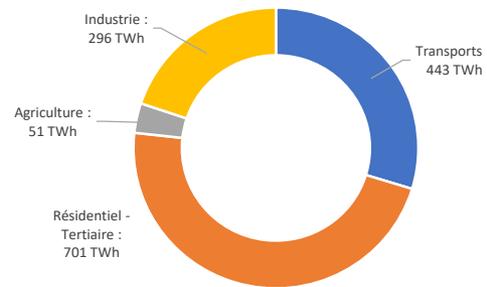
La crise énergétique actuelle souligne la dépendance énergétique de la France qui subit l'envolée des prix du gaz et de l'électricité dans un contexte de crise sanitaire et de tensions géopolitiques avec la Russie, exportatrice d'énergies fossiles.

- Consommation d'énergie primaire en France en 2020 : 2 571 TWh (données non corrigées des variations climatiques)

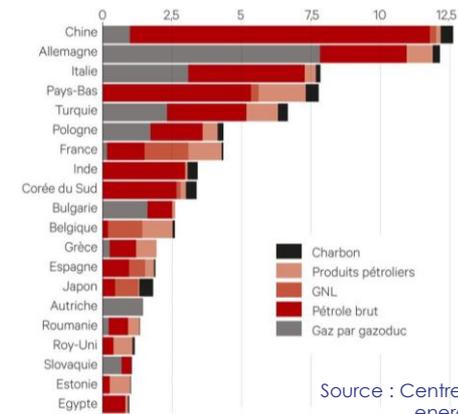


Source : Chiffres clés de l'énergie, édition 2021, Ministère de la transition écologique

- Consommation finale énergétique par secteur en France en 2020 : 1 490 TWh (données non corrigées des variations climatiques)



- Les plus gros importateurs d'énergie fossile provenant de la Russie dans les 100 jours suivant l'invasion de l'Ukraine, en milliards d'euros



Source : Centre for research on energy and clean air

Quelles définitions pour l'énergie ?

Par « énergie », on entend **les énergies fossiles** (charbon, pétrole, gaz), **l'énergie nucléaire**, et **les énergies renouvelables**. L'électricité est une énergie fabriquée à partir d'énergies fossiles, nucléaire ou renouvelable.

Des tensions géo-politiques fortes, un déséquilibre important entre l'offre et la demande, peuvent entraîner un effondrement ou une envolée des prix aboutissant à une crise énergétique.

Quelles causes pour la crise énergétique actuelle ?

La flambée des prix sur les énergies observée en 2022 est avant tout liée au **contexte géopolitique (guerre en Ukraine)**, qui limite l'accès à certaines ressources en raison d'embargos et/ou de prix trop élevés.

Cette crise énergétique se répercute à des degrés divers dans tous les secteurs de l'économie et sur toute la chaîne de valeurs, de manière différenciée en fonction des régions du monde (alliances politiques, autonomie énergétique, ...).

Quelles leçons retenir de la crise énergétique ?

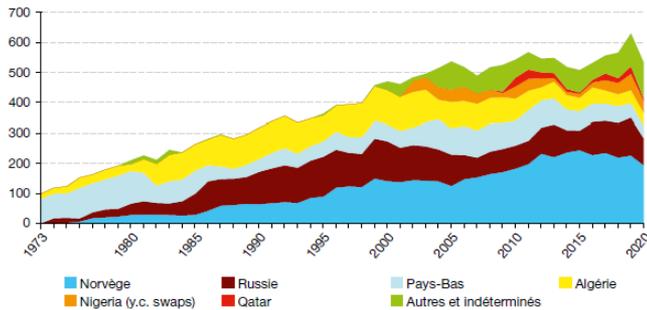
La France est à la fois productrice, exportatrice et importatrice d'énergie. La crise souligne **l'interdépendance des Etats, ainsi que la dépendance de la France aux énergies fossiles, avec des conséquences directes sur l'économie.**

Les consommations d'énergie représentent une part plus ou moins importante dans les coûts de production des entreprises. Que les entreprises relèvent d'industries énergivores (verrière, sidérurgie, chimie, ...) ou non, l'augmentation des coûts de l'énergie peut, sur la durée, **remettre en cause leurs équilibres économiques et les rendre déficitaires si elles ne peuvent absorber ou répercuter ces hausses de prix à leurs clients.**



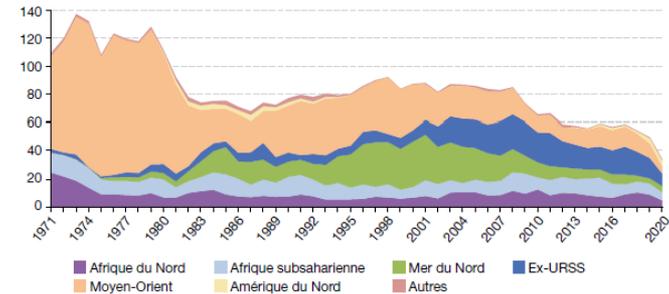
L'envolée des prix du gaz a d'autant plus impacté la France que, comme le pétrole, la France importe cette énergie en dollars, et que l'euro se déprécie face au dollar.

► Les importations de gaz naturel de la France, par pays d'origine du gaz, en 2020 (534 TWh PCS), en TWh PCS



* 1 TWh PCS = 1 milliard de kWh en pouvoir calorifique supérieur (voir définitions).
 Champ : France entière (y compris DROM).
 Source : SDES, Bilan énergétique de la France

► Les importations de pétrole brut de la France, par pays d'origine du pétrole en 2020 (33,9 Mtep), en Mtep



* Y compris de faibles quantités de condensats à destination du raffinage et de la pétrochimie, d'additifs oxygénés (non issus de biomasse) et d'autres produits à distiller, à partir de 1990.
 Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.
 Source : SDES, Bilan énergétique de la France

► Cours du gaz naturel au cours des 5 dernières années, en \$



► Cours du pétrole Brent au cours des 5 dernières années, \$ par baril



► Parité euro / USD : évolution sur 5 ans





Pourquoi les prix du gaz ont-ils augmenté?

L'approvisionnement en gaz russe s'est réduit, puis arrêté alors que la Russie assurait 35% des besoins de l'Europe à fin 2021.

La Russie livre du gaz à l'Europe par gazoduc et par navire méthanier.

Les livraisons par gazoduc, qui devaient augmenter en 2022, se sont en fait réduites :

- Le gazoduc NordStream 2, qui devait entrer en service fin 2021 pour doubler les livraisons de gaz russe en Allemagne, n'a jamais été mis en service;
- Le gazoduc NordStream1, opérationnel depuis 2012, est quant à lui fermé depuis juillet 2022, pour réparations.

Les 2 gazoducs ont subi des explosions ayant provoqué des fuites en septembre 2022. Les pro-russes et les pro-ukrainiens s'accusent mutuellement d'avoir provoqué ces fuites.

La Norvège, principal fournisseur de la France en gaz depuis plusieurs années, vend son gaz en indexant son prix sur les cours des marchés européens. Or, le cours du gaz naturel flambe.

Depuis l'effondrement des exportations russes, la Norvège est devenu le premier fournisseur de l'Union. **L'immense majorité des exportations norvégiennes étant indexées sur les cours de marché européens**, contrairement à d'autres producteurs comme l'Algérie, la Norvège bénéficie de la hausse des cours.

Des négociations se sont engagées entre l'Europe et la Norvège pour qu'elle lui vende son gaz moins cher. Les négociations sont en cours.

- La Norvège est soucieuse d'avoir de la visibilité sur ses revenus futurs afin de piloter aux mieux ses investissements, notamment dans l'hydrogène qu'elle prévoit de produire massivement à un horizon plus lointain. Dans ce cadre, la Norvège serait prête à réduire ses prix avec en contrepartie d'une forme d'engagement sur le long terme de la part de l'UE sur les volumes de gaz à livrer.

- L'immense majorité des exportations norvégiennes se faisant par gazoduc vers l'Europe, elle ne peut réorienter rapidement les flux vers d'autres acheteurs, contrairement au GNL acheminé par navire.

Le prix du GNL livré par les Etats-Unis à l'Europe serait plus cher que le gaz russe.

Les Etats-Unis sont le premier producteur mondial de gaz et le premier exportateur de GNL.

En 2022, ses exportations ont été fléchées en priorité vers l'Europe, après un accord entre Bruxelles et l'administration Biden scellé en mars 2022. Les Etats-Unis se seraient engagés à livrer 15 milliards de m3 supplémentaires de GNL à l'Europe en 2022, puis à monter en puissance au cours des années suivantes pour atteindre un objectif de livraisons annuelles supplémentaires de l'ordre de 50 milliards de m3. **Selon la Commission européenne, les prix** devront « refléter les fondamentaux de long terme du marché » et seraient **supérieurs au tarif du gaz russe**.

Les Etats-Unis pourraient avoir du mal à répondre à une demande croissante de GNL en Europe : sur les six premiers mois de l'année, les installations américaines tournaient à 87 % de leurs capacités.

Malgré les livraisons additionnelles de GNL à l'Europe par les Etats-Unis, des risques de pénurie de gaz ne sont pas complètement écartés

► Cours du gaz naturel au cours des 5 dernières années, en \$



► Les principaux gazoducs qui alimentent l'Europe (source : Les Echos)





Pourquoi les prix du pétrole ont-ils augmenté ?

Les prix du pétrole évoluent au gré des tensions géopolitiques et des déséquilibres entre l'offre et la demande

Crise
énergétique

La guerre en Ukraine a pesé sur les cours du pétrole, sans toutefois créer de 3ème choc pétrolier.

Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022, les combats et les **sanctions contre les hydrocarbures russes** avaient fortement déstabilisé les flux. **La Russie, qui fournissait environ 30 % du pétrole à l'Union européenne, avait dû trouver d'autres clients, en offrant des rabais allant jusqu'à -30% pour écouler ses exportations.** Les raffineurs indiens avaient alors acheté massivement le brut de Russie à prix cassé. Une fois transformé en carburant, le pétrole russe transformé par les Indiens pouvait être réexporté vers l'Europe, déjouant indirectement les sanctions qui frappaient Moscou.

Si les cours du pétrole s'étaient dans un premier temps envolés à près de 140 dollars le baril, ils s'étaient ensuite détendus, redescendant autour de 85 \$.

Pour maintenir leurs revenus, les pays de l'OPEP jouent sur les volumes et/ou le prix du baril.

L'OPEP+ contrôle 60 % des exportations de pétrole. L'OPEP+ est composée de l'OPEP et d'alliés menés par la **Russie; leur alliance a été renouvelée jusque fin 2023.**

Pour faire remonter les prix du baril, l'OPEP+ a décidé de baisser sa production de 2 millions de barils par jour (mbj) à partir de novembre 2022. Cette réduction vient s'ajouter à celle de 10 mbj

décidée au printemps 2020 dans un contexte de pandémie. Ces chiffres sont à mettre en regard de la consommation mondiale, dont le niveau pré-Covid19 était d'environ 100 mbj.

Les pays de l'OPEP cherchant à maintenir leurs revenus, le prix du baril devrait rester élevé sur le long terme. Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, le déséquilibre entre l'offre et la demande de pétrole pourrait atteindre 10 millions de barils jour en 2025 en raison d'une augmentation de la demande dans un contexte de déclin de la production, faute d'investissements pour trouver de nouveaux gisements.

Pour réduire les revenus de la Russie et sa capacité à faire la guerre, l'Europe boycotte partiellement l'achat de pétrole russe.

Début octobre 2022, l'UE a décidé d'interdire à la fois l'achat de pétrole russe au-delà d'un prix plafonné et son acheminement par voie maritime à partir du 5 décembre 2022. Si le prix dépasse le prix plafond, qui doit encore être défini, il sera interdit d'assurer le transport maritime de pétrole brut (à partir de décembre 2022) ou de produits pétroliers (à partir de février 2023) originaires de Russie ou exportés de Russie.

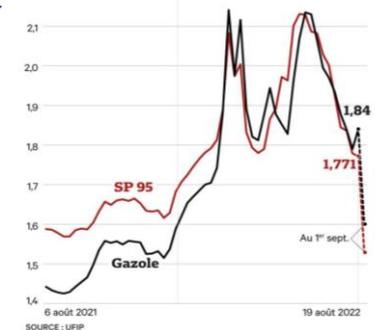
Ces mesures interviennent dans un contexte où le gaz étant devenu trop cher, une demande européenne accrue de pétrole s'observe pour la génération d'électricité.

► Cours du pétrole Brent au cours des 5 dernières années, \$ par baril



Les secteurs les plus exposés aux prix du pétrole sont ceux de l'énergie, des transports, de la sidérurgie, de la construction et de la plasturgie.

► Evolution des prix des carburants, en €/litre TTC





L'envolée des prix de l'électricité en France s'explique quant à elle à la fois par une production déficiente des centrales nucléaires et par le mécanisme de fixation du prix de l'électricité.

Crise
énergétique

La pénurie d'électricité est liée au manque de production nucléaire en France, avec jusqu'à 32 de ses 56 réacteurs à l'arrêt en 2022.

Au retard pris dans le programme de maintenance 2019-2024 d'un parc vieillissant de centrales nucléaires en raison du Covid, se sont ajoutés en 2022 des phénomènes de corrosion frappant les réacteurs les plus récents rendant indisponible une grande partie du parc pendant plusieurs mois.

La hausse du prix de l'électricité pour les entreprises tient à la façon dont le marché de l'électricité est organisé. En cas de forte demande, le prix spot de l'électricité sur le marché de gros est celui de la centrale qui a les coûts les plus élevés (actuellement, les centrales gaz)

Les prix de l'électricité sont régulés pour les particuliers, mais pas pour les entreprises. Pour les entreprises, il existe un marché de gros qui se fait:

- via des contrats à terme sur des durées plus ou moins longues (les prix sont en général négociés pour trois ans pour les professionnels),
- et via un marché spot, à l'échelle européenne. La hausse des prix de l'électricité sur ce marché spot repose sur la façon dont les prix y sont fixés. Pour satisfaire la demande, on fait d'abord appel aux solutions ayant les coûts variables les plus

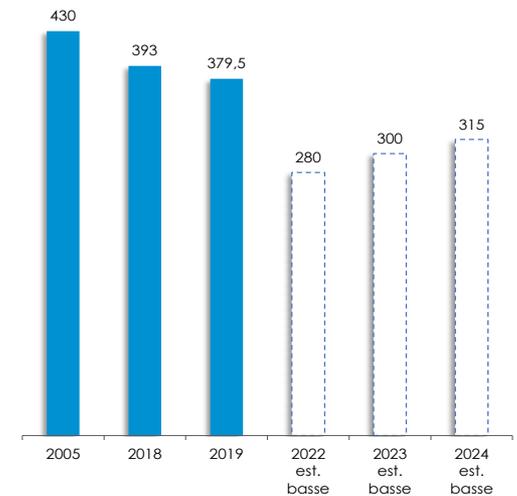
faibles, puis aux plus élevés. Dans l'ordre de mérite, il s'agit ainsi de l'éolien, du solaire, du nucléaire, du charbon, du gaz et du fioul. C'est le coût de la dernière centrale appelée qui fixe le prix auquel seront achetés tous les kilowattheures vendus, quelle que soit la technologie. Actuellement, les centrales gaz sont souvent les dernières à être appelées et comme leur coût variable augmente avec le prix du gaz, le prix de l'électricité sur le marché augmente lui aussi.

L'Etat à la rescousse pour réguler les prix de l'électricité aux entreprises

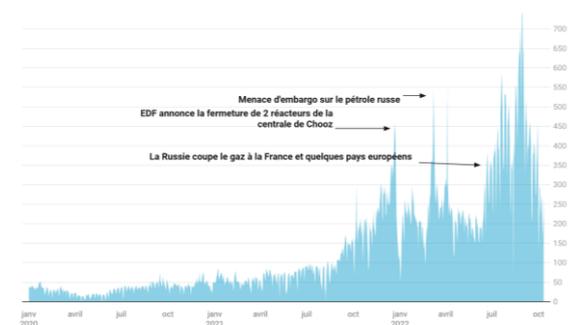
Lors des renégociation des contrats à terme arrivant à échéance, dans un contexte très volatil des prix et de défaillances d'entreprises, les fournisseurs se montrent prudents pour s'engager sur des prix de vente, exigeant des engagements de consommation en volumes et des garanties financières importantes. A tel point que des PME au bilan jugé insuffisamment solide ne trouveraient pas de fournisseur pour les approvisionner en énergie en 2023.

Un amendement au projet de loi de finances 2023 va être introduit par le gouvernement pour limiter le prix de l'électricité aux producteurs à 180 euros le MWh. Il concernera l'ensemble des producteurs d'électricité en France, qu'il s'agisse des producteurs d'énergies renouvelables, d'électricité nucléaire ou des centrales à gaz ou à charbon.

► Production d'électricité nucléaire d'EDF, en TWh



► Prix de l'électricité sur le marché de gros (Eoex Spot France), en euros /MWh





Leur équilibre économique mis à mal, les acteurs les plus touchés par la crise énergétique réduisent ou stoppent leur production pour limiter leurs pertes, avec des implications en cascade sur toute une chaîne de valeur ainsi que sur l'emploi et l'inflation.

Crise
énergétique

Dans certaines industries où le prix de l'énergie est déterminant sur la valeur du produit fini, certains n'hésitent plus à mettre à l'arrêt leur outil de production faute de pouvoir absorber ou répercuter la hausse des coûts dans leurs prix de vente.

Certaines usines dont **les fours** sont à très haute température et produisent en continu, **ne peuvent pratiquer le « stop-and-go » de production, au risque d'endommager les fours, Ces fours nécessitent de surcroît plusieurs jours ou mois pour s'éteindre ou se rallumer.**

- ▶ Dans la **céramique**, il faut 72 heures pour arrêter un four et autant pour le rallumer.
- ▶ Dans les **aciéries**, qui sont des installations lourdes et complexes, il faut deux ou trois mois pour faire repartir un haut-fourneau à pleine capacité, un peu moins pour un four électrique.
- ▶ D'autres usines ne peuvent s'arrêter, au risque de ne pouvoir redémarrer. Par exemple, une usine de production d'**aluminium** peut s'arrêter entre deux et trois heures, au-delà, l'aluminium fige et il faudrait raser le site selon Cyrille Mounier, délégué général de la fédération Aluminium France.

Dans la verrerie : Sur les 9 fours opérationnels dont dispose **Duralex** dans le Pas-de-Calais, pas moins de 4 vont être mis à l'arrêt temporairement, dont deux pour travaux, et un sera éteint définitivement. La production va être mise en pause pour au moins quatre mois à partir de novembre 2022, et ses 250 salariés au **chômage partiel**. Au premier semestre 2021, l'énergie représentait 10 % du prix de revient d'un verre. Ce chiffre est passé à 40 % en 2022.

Dans les aciéries, le gaz représente entre 15 et 40 % des coûts de production de l'acier selon les procédés. La flambée des prix de l'énergie, associée à celle des matières premières (notamment le minerai de fer) et à une vive croissance de la demande avait conduit à augmenter les prix de l'acier de 10 à 40 %, selon les produits en 2021. En 2022, les prix de l'acier sont restés élevés avec l'envolée du prix de l'énergie et la raréfaction des intrants (certains ferroalliages), créant des tensions entre les aciéristes et leurs clients.

- ▶ L'aciérie française **Ascoval** va réduire de « 50 % maximum » sa production d'**acier** d'octobre à décembre 2022 en raison de la flambée du coût de l'énergie. Les syndicats ont **accepté le travail de nuit** et les heures supplémentaires pour réduire les coûts.
- ▶ La **Fonderie Mathieu**, spécialisée dans la production de fonte, un alliage de fer et de carbone, une activité énergivore, aurait vu sa facture d'électricité multipliée par 6 entre 2021 et 2022. À partir du mois de janvier 2023, elle va **passer une partie de sa production en heures de nuit** pour faire des économies, le prix du kWh étant trois à quatre fois moins élevé la nuit (de 22h à 6h) que le jour. Les fours de fusion, qui représentent 50 à 80 % de la consommation totale, seront utilisés uniquement la nuit.
- ▶ Selon Eurométaux, en janvier 2022, la moitié des fonderies d'aluminium tournaient au ralenti, ce qui représentait 30 % de capacités de production en moins. La production d'aluminium est particulièrement énergivore : il faut environ 15 MWh pour l'électrolyse d'une seule tonne de métal. En France, **Aluminium Dunkerque**, le plus gros site de production du continent, est l'un des plus gros consommateurs d'électricité de l'Hexagone : 4 TWh par an en temps normal.



La transition énergétique revient à transformer notre dépendance aux énergies fossiles en dépendance aux métaux

Transition
énergétique

Aujourd'hui, les matériaux au cœur du système énergétique sont les hydrocarbures (matière organique : charbon, gaz mais aussi pétrole).
Demain, ce seront les métaux des machines qui recueilleront et transmettront un flux. La production d'énergie renouvelable passe en effet par le biais de transformateurs (éoliennes, batteries, ...) qui sont principalement composés de métaux. Ces « métaux de la transition » sont le cuivre, nickel, cobalt, lithium, manganèse, molybdène, terres rares...

Il faut entre 950 kg et 5 tonnes de cuivre pour faire une éolienne. Pour une éolienne en mer, il faut plus de 15 tonnes de métaux par mégawatt installé. Pratiquement dix fois plus que pour une centrale à gaz.

La centrale à gaz est « pilotable » : nous pouvons décider quand elle doit produire. Tandis que les énergies renouvelables ne le sont pas : la production hydroélectrique en Chine a ainsi été affectée par la sécheresse et l'énergie éolienne en Europe du Nord par le manque de vent. L'éolienne produit par intermittence. Pour les moments sans vent, il faut donc la compléter par un dispositif de stockage. Qui, en l'état actuel des technologies, repose surtout sur des batteries, elles aussi gourmandes en métaux.

L'essentiel des métaux de transition se trouve dans des mines en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

La demande en métaux va bondir ces prochaines années pour pouvoir produire par millions les véhicules électriques, les éoliennes et les panneaux solaires nécessaires à la transition énergétique. D'ici 2030, soit dans moins de dix ans, la demande de cuivre va être multipliée par 2, de nickel par 3, de lithium par 4.

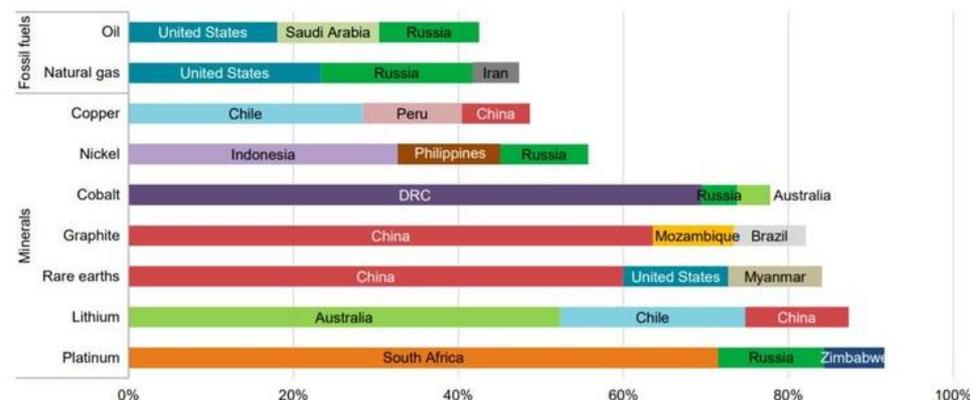
Où trouver ces métaux ? Si on trouve du lithium en Europe, les gisements de cuivre, nickel, manganèse se situent en Amérique latine, en Afrique, en Asie ou en Australie (cf. graph ci-

dessous). Les mines actuelles ne seront pas suffisantes. C'est au fond de l'océan qu'il faudra aller puiser ces ressources minérales.

L'Europe dépend à 70 % des importations pour son approvisionnement en métaux, et la France à 100 %.

La Chine, elle, depuis vingt ans, sécurise ses approvisionnements. Pékin contrôle déjà 40 à 60 % de la chaîne de valeur des métaux essentiels à la fabrication des batteries. 90% du cuivre et du cobalt produits en République démocratique du Congo sont exportés vers la Chine. Aujourd'hui, les deux tiers du lithium raffiné dans le monde sont chinois.

- Répartition de la production de pétrole, de gaz naturel et de métaux en 2019 : les 3 premiers pays producteurs





Les métaux nécessaires à la transition énergétique devront être transformés par des industriels de la métallurgie ...

Les fonderies sont incontournables dans la transformation des métaux.

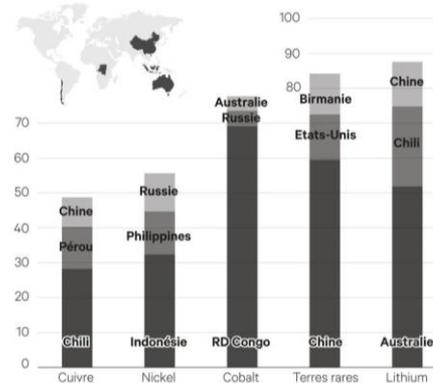
Le cuivre est le métal présent à tous les étages de la transition énergétique, utile à presque toutes les technologies bas carbone. Il faut du cuivre dans les bâtiments, dans les batteries de voitures électriques, dans les panneaux solaires, dans les éoliennes. C'est aussi le matériau de base des réseaux électriques qu'il faudra développer pour relier toutes les sources de production de renouvelable. Alors que le pétrole est une source d'énergie en tant que telle, le cuivre n'est en revanche qu'un conducteur. Son utilisation dépend donc d'une kyrielle d'autres métaux : lithium, cobalt, graphite, manganèse, nickel, terres rares, argent...

Le nickel, est essentiel à l'acier inoxydable, indispensable à la mobilité électrique (batteries de voitures électriques). La Russie est le troisième producteur mondial de nickel, sous toutes ses formes, mais le premier producteur du nickel de classe 1, celui qui entre dans la composition de batteries pour voitures électriques, et le seul à pouvoir être livré au LME.

L'aluminium intervient dans de nombreux procédés de fabrication stratégiques : l'aéronautique et la Défense, l'automobile électrique ou hybride, l'énergie photovoltaïque, la santé avec les emballages de médicaments, mais aussi l'agroalimentaire pour la conservation des aliments.

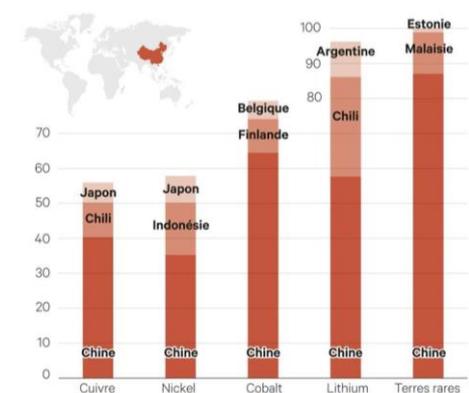
L'étain est très recherché par la tech pour les soudures.

Extraction de métaux : part de la production des 3 principaux pays producteurs de métaux, en %



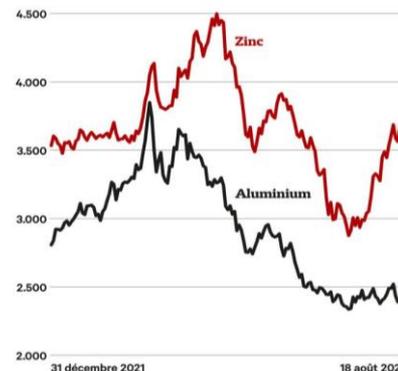
SOURCE : AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

Raffinage de métaux : part de la production des 3 principaux pays producteurs de métaux, en %

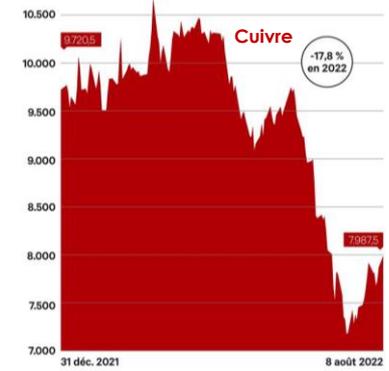


SOURCE : AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE

La volatilité des cours de métaux en 2022, en dollars par tonne, à Londres



SOURCE : BLOOMBERG



SOURCES : BLOOMBERG



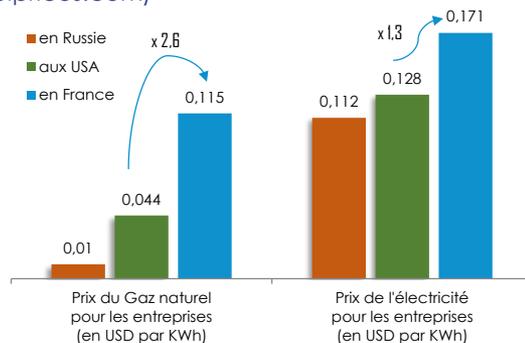
... dont il faut préserver les capacités de production en Europe pour s'assurer une relative indépendance

Les activités de transformation de métaux sont stratégiques pour la transition énergétique. Les lobbies du secteur soulignent l'importance de **créer les conditions favorables pour maintenir et développer en Europe les capacités de raffinage des métaux de la transition.**

Les activités de transformation de métaux sont très consommatrices d'électricité. Le coût de l'électricité étant devenu prohibitif, plusieurs fonderies ont dû fermer en Europe depuis le début 2022. Le processus de redémarrage de ces installations étant très lourd, il est rare de voir une fonderie redémarrer après un arrêt. Lorsqu'il a lieu, le redémarrage prend plusieurs mois.

La mise à l'arrêt d'usines fait peser un risque sur la chaîne de valeur en France, au profit de pays à moindre coût énergétique. Les ralentissements d'usines freinés par le coût de l'énergie perturbent les chaînes de valeur, et le recours aux importations en provenance de zones plus compétitives s'accroît. Certains craignent que des entreprises ne délocalisent vers les Etats-Unis, où les coûts de l'énergie peuvent être jusqu'à dix fois moins élevés.

- Prix du gaz naturel et de l'électricité pour les entreprises en Russie, aux USA et en France, en mars 2022 (source : GlobalPetrolprices.com)



Pour obtenir des aides de l'Etat, les lobbies industriels, tels qu'Eurométaux ou Uniden (Union des industries utilisatrices d'énergie) plaident que :

- l'indépendance industrielle de la France ne peut pas se passer d'une autonomie énergétique,
- pour sa transition écologique et le développement des énergies nouvelles, l'Europe a besoin d'une industrie métallurgique. La fabrication d'éoliennes, de batteries de voitures électriques ou la modernisation des réseaux va multiplier les besoins en métaux par trois ou quatre.
- L'Europe doit donc maintenir l'offre existante de métaux pour répondre à la demande, et **créer les conditions favorables pour des investissements dans des capacités de raffinage des métaux de la transition.** Faute de quoi, l'Europe sera plus que jamais dépendante de puissances industrielles étrangères. La Russie en est l'un des plus grands producteurs d'aluminium au monde.
- En raison de la crise énergétique, de nombreuses fonderies en Europe ont réduit la voilure, voire purement et simplement cessé leur production. On estime que l'Europe a perdu la moitié de ses capacités de production depuis l'apparition des tensions sur les prix de l'énergie. Il est urgent d'agir.

Les lobbies mettent aussi en avant tous les efforts déjà réalisés et qu'ils continuent de faire pour baisser leurs consommations et favoriser la transition énergétique.

L'Etat promet d'étendre et de simplifier en 2023 les aides au paiement des factures d'électricité et de gaz **pour les entreprises grandes consommatrices d'énergie.** Le projet de loi de finances devrait aussi créer une garantie de l'Etat pour réduire le risque de défaut de l'entreprise cliente d'un fournisseur. Enfin, la Commission de régulation de l'énergie va **publier « un prix de référence de l'électricité pour plusieurs profils de consommateurs professionnels »** afin de les aider dans les négociations avec les fournisseurs.



Pénuries, inflation et ralentissement économique : *des exemples d'impacts par grands secteurs*

Les pénuries et l'inflation, entraînées par la pandémie et les tensions géopolitiques, touchent tous les secteurs d'activité, et notamment ceux considérés comme stratégiques pour l'indépendance industrielle et énergétique de la France ou essentiels à sa souveraineté alimentaire.

La pandémie et les tensions géopolitiques ont des répercussions sur le transport, conduisant à des ruptures d'approvisionnement en matières premières et autres produits, le tout amplifiant l'inflation



Les pénuries et l'inflation, entraînées par la pandémie et les tensions géopolitiques, touchent tous les secteurs d'activité, et notamment ceux considérés comme stratégiques pour l'indépendance industrielle et énergétique de la France ou essentiels à sa souveraineté alimentaire (1/2)

Pénuries, inflation et ralentissement économique

La pandémie et les tensions géopolitiques ont des répercussions sur le transport, conduisant à des ruptures d'approvisionnement en matières premières et autres produits, le tout amplifiant l'inflation.

- ▶ Le coût des **transports** et les délais d'acheminement augmentent, principalement en raison de goulets d'étranglement au niveau du fret maritime et de toute la chaîne logistique liée (entrepôts, transport routier... et bien sûr main d'œuvre : marins, routiers, caristes, ...)
- ▶ Pour l'approvisionnement en **semi-conducteurs** (sans lesquels de nombreux secteurs d'activité ne peuvent fonctionner), l'Europe est dépendante des Etats-Unis, et surtout de l'Asie qui assurent

respectivement 12% et 80% de la production de composants. Le paysage des semi-conducteurs devrait subir de profondes mutations dans les années à venir, les pays et les entreprises cherchant à sécuriser leurs approvisionnements. La pénurie de semi-conducteurs est annoncée pour se poursuivre jusqu'en 2023, dans un contexte où la guerre économique entre les Etats-Unis et la Chine tend davantage ce marché.

- ▶ **Le secteur automobile** reste exposé à de fortes tensions sur les prix, voire des pénuries, sur l'acier, le plastique et les composants électroniques. Il développe des partenariats avec les producteurs de métaux ou de composants pour sécuriser ses approvisionnements.



Les pénuries et l'inflation, entraînées par la pandémie et les tensions géopolitiques, touchent tous les secteurs d'activité, et notamment ceux considérés comme stratégiques pour l'indépendance industrielle et énergétique de la France ou essentiels à sa souveraineté alimentaire (2/2)

Pénuries, inflation et ralentissement économique

- ▶ Les chantiers du **BTP** tournent au ralenti en raison de pénuries de certains matériaux, et les **cimentiers**, sensibles au coût de l'énergie, redoutent un retournement de toute la filière de la construction. Le recul de l'activité dans la construction, qui est le principal débouché du **bois**, se traduit aussi par une baisse d'activité pour les producteurs de bois d'œuvre. En revanche, pour le bois énergie servant au chauffage, la demande s'est emballée avec la hausse des prix du gaz et la peur des coupures de courant cet hiver, à tel point qu'elle est devenue supérieure à l'offre alors que **l'embargo sur le bois russe a débuté cet été**.
- ▶ Les tensions sur **le papier** impactent tous les secteurs de l'économie, notamment l'édition et tous les secteurs consommateurs d'**emballages**.
- ▶ Dans **l'agro-alimentaire**, les rendements agricoles pâtissent d'un manque d'approvisionnement en engrais azotés, dont les prix se sont de plus fortement accrus en raison du coût du gaz. La filière alimentaire, dépendante de l'énergie, veut bénéficier d'un prix plafond sur le gaz et l'électricité et obtenir des garanties d'approvisionnement dans ces énergies, pour pouvoir assurer la chaîne du froid et la conservation des produits frais.
- ▶ Face à la pénurie de **médicaments** et à des fabricants de génériques menaçant d'arrêter la production pour cause de prix insuffisant, l'Etat a partiellement revu son projet budgétaire pour 2023.

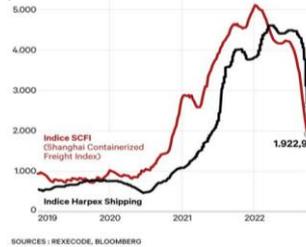


Le coût des transports et les délais d'acheminement augmentent en raison de goulets d'étranglement au niveau du fret maritime et de toute la chaîne logistique liée (entrepôts, transport routier... et bien sûr main d'œuvre : marins, routiers, caristes, ...)

Le fret maritime : la crise géopolitique a amplifié les goulets d'étranglements de la crise sanitaire

Les industriels ont été touchés non seulement par **l'explosion des prix** du transport maritime, parfois **multipliés par 4 ou 5**, mais aussi par la **perte de fiabilité** de ce transport quant aux **délais**. Ceci a **augmenté le coût des approvisionnements des industriels** (par ex, ils sont passés de 7 à 20% du CA des fromages Président et des biscuits Gerblé).

► Le fret maritime mondial : indices synthétiques en dollars



L'augmentation des prix a été entre autres générée par des goulets d'étranglement liés :

- à **l'engorgement des ports** chinois et nord-américains, en lien avec la **saturation de toute la chaîne logistique, des chauffeurs routiers aux dockers**. Les difficultés de recrutement se sont accrues sur ces métiers particulièrement affectés par la pandémie;
- au **manque de navires** dans la mesure où une partie de la flotte se trouvait en attente au large de ports tant chinois que nord-américains. Les perturbations logistiques ont été particulièrement importantes en Chine, en raison de sa politique « zéro Covid ». En raison de **l'allongement de 20% du « temps de boucle »** d'un conteneur (son voyage aller-retour), **le marché a perdu 13 % de sa capacité disponible des navires**. A cela s'ajoute le **manque de marins qualifiés** sans lesquels les navires sophistiqués ne peuvent naviguer. 15 % des marins de la marine marchande mondiale sont ukrainiens ou russes.

Les prix facturés par **les armateurs** ont commencé à se réduire au second semestre 2022. Dans un contexte où l'Etat menace de taxer **les super-profits**, la CMA-CGM a consenti des remises à ses clients français allant jusqu'à 25%, à compter d'août 2022.

Le fret aérien : une activité reboostée par les problèmes du fret maritime et le développement du e-commerce

Face à la pénurie de conteneurs et à la flambée des coûts dans le fret maritime, des donneurs d'ordre se sont tournés vers le fret aérien. Par nature plus onéreux que le bateau, le fret aérien a lui aussi connu **une hausse de ses prix**, en raison notamment de la hausse du prix du baril et de **l'allongement de la distance des vols, les pilotes devant contourner le très vaste territoire russe**.

Le fret routier : contraint dans son développement en raison de pénurie de camions neufs et de main d'œuvre

Les capacités du fret routier à répondre à la demande sont elles aussi mises à mal. En raison notamment de la **pénurie mondiale de composants électroniques / semi-conducteurs**, les transporteurs n'ont pas pu renouveler ou élargir leur flotte de **camions neufs** autant que souhaité. De plus, le secteur fait face à un **déficit de main d'œuvre**. En France, la filière entière (**chauffeurs routiers, mécaniciens, personnel administratif...**) compterait **40.000 à 41.000 postes non pourvus**. Ce manque de main-d'œuvre touche aussi les entrepôts logistiques, avec des besoins croissants de **caristes** ou de **préparateurs de commandes**. A septembre 2022, **les coûts de production du transport routier de marchandises en France** avaient **bondi de 17 % sur un an** pour les camions roulant au diesel, en raison de la hausse de 46 % du gazole professionnel. Grâce au **mécanisme légal de « pied de facture »**, les transporteurs routiers peuvent **répercuter les hausses de carburants sur les clients**.

Le fret ferroviaire

Pour les opérateurs de fret ferroviaire, le surcoût lié aux dépenses d'énergie est estimé à 55 millions d'euros sur 2022, ce qui ampute de près de 30 % l'enveloppe de 170 millions d'euros par an prévue au titre du plan de relance et met en péril la stratégie nationale du gouvernement visant à doubler la part du fret ferroviaire d'ici à 2030.



Pour l'approvisionnement en semi-conducteurs (sans lesquels de nombreux secteurs d'activité ne peuvent fonctionner), l'Europe est dépendante des Etats-Unis, et surtout de l'Asie qui assurent respectivement 12% et 80% de la production de composants.

Composants électroniques

Définition d'un semi-conducteur :

c'est un matériau (un exemple : le silicium) qui est à la fois un isolant, mais qui peut toutefois conduire l'électricité. En "dopant" le semi-conducteur, il est possible de le rendre plus conducteur ou plus isolant. C'est l'ingrédient primaire de toute l'électronique et informatique moderne : sans eux, pas de transistor ou de diode, ces éléments essentiels aux puces et autres processeurs.

Les semi-conducteurs sont présents dans tous les appareils électroniques, tous les objets connectés.

Les petites puces de silicium permettent de faire circuler les informations dans leurs circuits. Les processeurs, les microcontrôleurs et les capteurs sont présents non seulement dans les téléphones, ordinateurs et téléviseurs, mais aussi dans les voitures, les avions, les usines, les armes (lunettes de vision nocturne, chars d'assaut et avions de chasse, ...).

Loin d'être de simples commodités, ces puces sont de plus en plus complexes et portent les dernières promesses technologiques : l'intelligence artificielle, la communications en 5G.

► Les débouchés de l'industrie des semi-conducteurs (source : McKinsey, rapport 3Q22 de NXP)

en Mds \$	2021	2030	2021	2030
Communication filaire	35	60	6%	6%
Electronique grand public	50	95	8%	9%
Industrie électronique	60	130	10%	12%
Automobile	50	150	8%	14%
Communication sans fil	170	280	29%	26%
Ordinateurs et stockage de données	225	350	38%	33%
Total	590	1065	100%	100%

Les composants électroniques sont fabriqués à 80 % en Asie, 12% aux Etats-Unis et 8% en Europe.

Les deux géants asiatiques du secteur sont le coréen Samsung et le taïwanais TSMC.

► Les principaux fabricants de semi-conducteurs en 2020

- TSMC s'est rendu incontournable dans une industrie où les barrières à l'entrée sont colossales. TSMC a l'avantage d'avoir à disposition des entreprises avec la technologie, le savoir-faire et le budget pour fabriquer les circuits électroniques les plus sophistiqués. Pour produire ses puces à l'échelle du nanomètre, TSMC est notamment le propriétaire de Fab 18, l'usine la plus chère du monde jamais construite, estimée à 17 milliards de dollars. Les « fabless » clientes de TSMC sont AMD, Broadcom, Qualcomm, Apple (son principal client).
- TSMC concentre 70 % de la production de plaques de silicium destinées à l'automobile.

Les trois fleurons européens du secteur des puces électroniques sont le franco-italien STMicroelectronics, le néerlandais NXP, et l'allemand Infineon. Ils ont pour clients des acteurs de l'automobile, des télécommunications, de l'énergie, des industriels, ...

Entreprise	Catégorie	Pays
1. Intel	IDM	USA
2. Samsung	IDM	Corée du Sud
3. TSMC	Fondeur IDM	Taiwan
4. SK Hynix	IDM	Corée du Sud
5. Micron	IDM	USA
6. Qualcomm	Fabless	USA
7. Broadcom	Fabless	USA
8. Nvidia	Fabless	USA
9. Texas Instrument	IDM	USA
10. Infineon	IDM	Allemagne

Les fabricants de semi-conducteurs se décomposent en 3 catégories :

- les "fabless" : ces entreprises ne font que de la conception et de l'assemblage final. Elles commandent les semi-conducteurs et puces aux fondeurs;

- les fondeurs : ils sont spécialisés uniquement dans la production des semi-conducteurs, pour tous types de clients;

- les IDM (Integrated Device Manufacturer) : ces entreprises font tout, de la fonderie, à l'assemblage du produit fini (processeur, puces, cartes graphiques...).



Le paysage des semi-conducteurs devrait subir de profondes mutations dans les années à venir, les pays et les entreprises cherchant à sécuriser leurs approvisionnements.

En raison de la pénurie de semi-conducteurs, des entreprises ont dû freiner ou stopper leur production. La pénurie de semi-conducteurs a touché **des secteurs économiques plus que d'autres, notamment l'automobile.** La demande étant supérieure à l'offre, des producteurs de semi-conducteurs ont arbitré leurs allocations de production. L'automobile n'a pas été une propriété car moins rentable que d'autres secteurs comme la téléphonie. De plus, l'automobile représente moins de 10% du chiffre d'affaires des semi-conducteurs.

Cette pénurie s'est traduite par une augmentation des prix.

- en 2021, l'industrie automobile chinoise était prête à payer entre 2 et 10 fois le prix sur certaines puces pour se constituer des stocks;
- en mai 2022, Samsung et TSMC, les deux plus gros fabricants mondiaux de puces électroniques annonçaient prévoir d'augmenter les tarifs de leurs composants de 15 à 20% en fonction du niveau de sophistication des produits, pour couvrir **l'augmentation des coûts des matières premières et des coûts logistiques.**

Des fabricants de semi-conducteurs nouent des partenariats avec des clients pour investir dans des moyens de production supplémentaires et très onéreux.

En janvier 2022, le franco-italien STMicroelectronics a annoncé doubler ses investissements pour un total de 3,4 à 3,6 milliards de dollars en 2022 afin de désaturer ses usines existantes et pouvoir répondre à la demande d'électronisation et d'électrification du monde industriel et automobile, qui correspond à une transformation lourde et de long terme chez ses clients.

En septembre 2022, Foxconn, géant taiwanais de l'électronique et sous-traitant majeur d'Apple pour la production des iPhone, s'est associé à la compagnie métallurgique indienne Vedanta pour investir 19,5 milliards de dollars pour créer une usine de puces et d'écrans. Pour Foxconn, l'idée avec cette nouvelle usine est de garantir son approvisionnement en composants électroniques et d'élargir sa production de puces afin de soutenir sa diversification vers le monde automobile de plus en plus gourmand en électronique.

L'accès aux semi-conducteurs : un enjeu de souveraineté.

L'Allemagne, la France et 14 autres pays européens ont annoncé en décembre 2020 leur volonté de s'unir pour ce qu'ils considèrent comme un enjeu de souveraineté.

En mai 2021, l'objectif annoncé était que l'Europe produise 20 % des semi-conducteurs de la planète en 2030 pour ne plus être dépendant de l'Asie et des Etats-Unis sur ces composants très critiques.

La création d'une usine européenne de semi-conducteurs est en projet.



La pénurie de semi-conducteurs est annoncée pour se poursuivre jusqu'en 2023, dans un contexte où la guerre économique entre les Etats-Unis et la Chine tend davantage ce marché.

La pénurie de semi-conducteurs est due à des facteurs conjoncturels qui réduisent les capacités de production ... et augmentent parfois la demande.

► **Crise sanitaire** depuis 2020 se traduisant par des mesures de confinement et/ou des arrêts du travail et donc l'arrêt ou le ralentissement de la production. Tout au long du 2ème semestre 2021, une nouvelle vague de Covid-19 a affecté des pays comme la Malaisie, le Vietnam ou les Philippines, qui ont pris des mesures sévères de confinement. Or ces pays concentrent une bonne partie de l'aval de la chaîne, comme les tests, l'emballage, l'encapsulation des puces.

Au printemps 2020, les mesures de confinement ont fait exploser la demande de matériel informatique pour mettre les salariés au télétravail ou se divertir à la maison. Les usines qui fabriquent ces semi-conducteurs ont donc vu leur carnet de commandes déborder.

► Phénomènes naturels :

- **Inondations** ayant affecté la production de puces en Malaisie, fin 2021 / début 2022;
- **Sécheresse** à Taïwan en 2021. Taïwan produit les deux tiers des puces électroniques utilisées dans le monde. Plus de 90 % de la capacité de production des puces les plus avancées se trouve à Taïwan et est assurée par TSMC. Or la fabrication de semi-conducteurs nécessite de grandes quantités d'eau pure.
- **Tremblement de terre** au Japon en 2021, qui a touché l'usine du fabricant de semi-conducteurs Renesas;
- **Vague de froid** au Texas en 2021, qui a frappé les usines de NXP, Infineon et de Samsung, dont les microcontrôleurs sont largement utilisés dans l'automobile;

► **Guerre en Ukraine** en 2022 alors que l'Ukraine fournit 70 % du néon utilisé dans la fabrication des microprocesseurs.

Enjeu militaire, les semi-conducteurs font aussi l'objet d'une guerre économique entre les Etats-Unis et la Chine qui tend davantage le marché des semi-conducteurs.

La composante militaire du marché des semi-conducteurs représente moins d'1 % des ventes mondiales.

En octobre 2022, de nouvelles lois ont été promulguées aux Etats-Unis pour éviter que la Chine puisse obtenir des puces avancées, développer et entretenir des super-ordinateurs, ou bien produire elle-même des semi-conducteurs de pointe utilisés pour produire des armes de destruction massive, améliorer les systèmes d'information militaires, et surveiller la population chinoise. **Les Etats-Unis, via sa politique de contrôle des exportations « pour protéger la sécurité nationale américaine et les intérêts de politique étrangère », exigent désormais que** toute entreprise qui souhaiterait vendre en Chine des puces avancées devra demander une licence préalable au gouvernement américain.

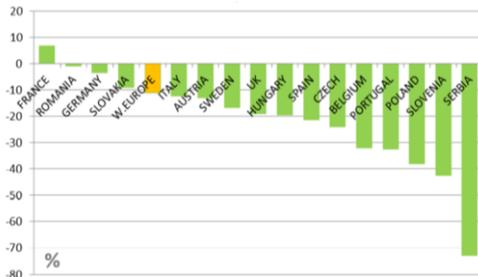
Si des entreprises chinoises savent concevoir **les puces les plus pointe** (c'est-à-dire celles avec une finesse de gravure des transistors sur les **plaques de silicium inférieure à 14 nanomètres**), elles ne savent cependant pas les fabriquer et dépendent pour cela des **3 pays produisant actuellement les machines de gravure avancée pour la production de ces puces : les Etats-Unis, les Pays-Bas** avec ASML **et le Japon** avec Tokyo Electron. Les Etats-Unis font pression sur les Pays-Bas et le Japon pour qu'ils ne fournissent pas ces machines à la Chine, et en particulier au principal fondeur chinois, SMIC, qui a été placé sur une liste noire par Washington en 2020, obligeant ses fournisseurs américains à obtenir une autorisation avant tout export de technologie.



Le secteur automobile reste exposé à de fortes tensions sur les prix, voire des pénuries, sur l'acier, le plastique et les composants électroniques. Il développe des partenariats avec les producteurs de métaux ou de composants pour sécuriser ses approvisionnements.

Symbole de la production en « juste à temps », consistant à limiter les stocks au maximum, le secteur automobile est immédiatement impacté par la moindre tension sur la chaîne logistique. Les pénuries de composants (puces analogiques, microcontrôleurs, ...), ainsi que des goulets d'étranglement sur l'acier et le polypropylène, ont fait chuter la production d'automobiles en Europe. En 2021, 84 % des acteurs du secteur automobile ont dû arrêter leurs chaînes de production, recourir au chômage partiel...

- Production automobile en Europe, par pays : écarts entre le 1^{er} semestre 2022 et le 1^{er} semestre 2021 (source : Automobile Magazine)



Pour sécuriser leur approvisionnement en matières premières, des constructeurs automobiles ont noué des partenariats nécessitant des investissements plus ou moins importants de leur part, et dont les effets ne pourraient être visibles que dans quelques années. Les difficultés d'approvisionnements pourraient donc perdurer en 2023 et au-delà.

► Les puces

86 % des investissements annoncés dans de nouvelles capacités de production de puces concernent essentiellement des process de fabrication plus avancés, qui ne correspondent pas forcément aux besoins les plus pressants des constructeurs automobiles. Pour assurer leurs approvisionnements en puces :

- Ford et BMW ont passé des **accords avec des fondeurs**, qui fabriquent les plaques de silicium des semi-conducteurs;
- Mercedes et General Motors ont entrepris de **réduire la diversité des puces utilisées dans leurs voitures**. General Motors a conclu des accords avec sept fournisseurs de puces (Qualcomm, STMicroelectronics, TSMC, Renesas, Infineon, ON Semi et NXP) pour revoir le design des puces et diminuer de 95 % leur diversité dans les nouveaux véhicules, ce qui pourrait permettre d'augmenter les volumes des composants utilisés et de peser davantage face aux clients géants de la tech.

► Les batteries électriques et les métaux

Le parlement européen a voté l'interdiction dès 2035 de la vente de voitures neuves avec un moteur thermique. Avec la voiture électrique, les besoins de l'Europe en métaux (lithium, le cobalt et le nickel) vont exploser,

Pour s'assurer de l'approvisionnement en batteries pour leurs voitures électriques, à proximité des usines d'assemblage :

- Stellantis et Mercedes **se sont associés** avec Total Energies au sein d'ACC (Automotive Cells Company) **pour créer des usines pour ces batteries**. Deux existent déjà en France et en Allemagne, une troisième est prévue à Ternoli.
- Volkswagen investit dans de nouvelles gigafactories. Ces investissements des constructeurs visent aussi à conserver la maîtrise de la valeur dans l'industrie automobile (**la batterie représente environ 40 % de la valeur ajoutée d'une voiture électrique**). D'ici à 2030, Bruxelles veut que 25 % des batteries dans le monde soient fabriquées sur le Vieux Continent, contre 3 % en 2020.



Les chantiers du BTP tournent au ralenti en raison de pénuries de certains matériaux, et les cimentiers, sensibles au coût de l'énergie, redoutent un retournement de toute la filière de la construction.

BTP

Les entreprises du BTP font face à des difficultés de production et d'approvisionnements : rallongement des délais, pénuries, hausse des coûts de production ...

Les constructeurs de maisons comme les promoteurs immobiliers voient leurs chantiers buter sur le **manque de tuiles, de briques, de carrelage**. Les petits acteurs du marché sont les premiers à en souffrir, n'ayant souvent pas, contrairement, à des acteurs plus importants (Hexaom), de partenariats forts avec leurs fournisseurs, avec des engagements sur de gros volumes. Les grands acteurs conservent néanmoins **des inquiétudes quant à l'éventuelle fermeture d'usines**.

L'achat des matériaux représente 30% des charges des entreprises du bâtiment. Le coût global des matériaux a augmenté de 18% au premier trimestre 2022, avec +19 % sur l'ensemble de l'année pour le prix du ciment, +15,7% pour le bois et +60% pour l'aluminium. Du côté des énergies, le prix du gaz naturel a flambé entre janvier et octobre 2021 avec une hausse de 50%, et le prix du baril de pétrole (Brent) a doublé entre 2021 et 2022.

La branche du secteur qui semble avoir le plus souffert de ces perturbations est la menuiserie-serrurerie avec une augmentation des coûts de 21,5%. Elle est suivie de près par la maçonnerie dont les coûts ont bondi de 19,4%, et par les activités de couverture-plomberie-chauffage qui ont cru de 17%.

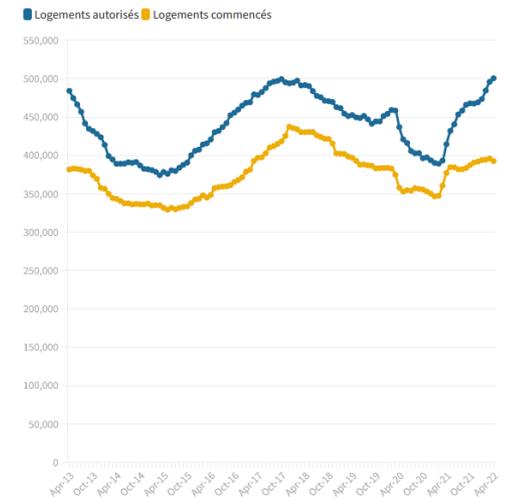
Face aux pénuries de matériaux, certains acteurs du bâtiment ont été contraints de créer des stocks, ce qui a pu engendrer une dégradation du niveau de leur trésorerie : 20 % des entreprises ont déclaré une baisse de trésorerie cette année.

Les cimentiers, sensibles au coût de l'énergie et notamment de l'électricité, **commencent à envisager des interruptions de production**.

En raison du prix de l'électricité, qui a bondi en 2 ans en passant de 60 euros par mégawattheure à 400 euros et dont les estimations sont à un prix au-delà de 1.000 euros cet hiver, Lafarge prévoit de réduire ses horaires de production cet hiver, voire de mettre temporairement à l'arrêt certains sites. Le leader du ciment en France tient à préciser que l'optimisation des stocks lui permettra néanmoins de « pouvoir, en tout temps, continuer à fournir » sa clientèle.

Les industriels du ciment **redoutent plus largement le retournement de toute une filière** : « Non seulement nous sommes à risque sur la continuité de notre activité, mais en plus nous sommes inquiets de la dynamique du marché de la construction », déclare-t-on ainsi à la direction de **Lafarge**.

► Nombre de permis obtenus et nombre de chantiers lancés (source : bfmtv)





Les tensions sur le papier impactent tous les secteurs de l'économie, notamment l'édition et tous les secteurs consommateurs d'emballages.

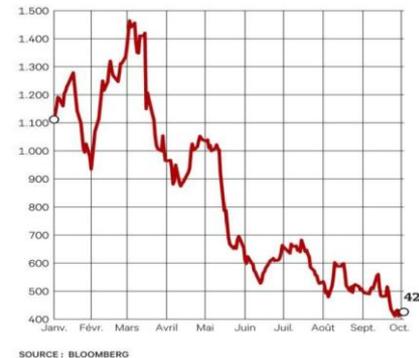
La filière bois :
construction, chauffage,
papier, emballage,

La construction est le principal débouché du bois. La construction diminuant, l'activité des producteurs européens de bois d'œuvre diminue ... ainsi que le prix du bois d'œuvre (bois utilisé dans la construction) alors que les producteurs européens de bois d'œuvre ont vu le poids de l'électricité passer d'environ 2 % à 10 % de leur chiffre d'affaires.

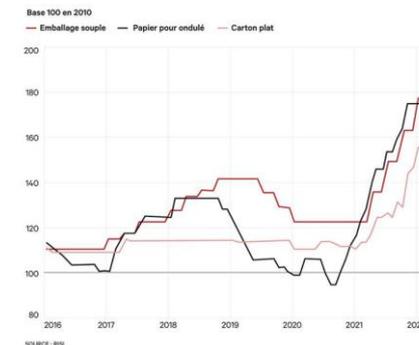
L'activité des producteurs européens de bois d'œuvre diminue, il y a moins de sciage et donc **moins de sciure pour la fabrication de pellets utilisés pour le chauffage. Or, la demande de bois énergie (granulets) a explosé avec la hausse des prix du gaz et la peur des coupures de courant cet hiver.** La même tendance s'observe pour les bûches car la demande de bois sec augmente beaucoup trop vite par rapport aux capacités de production. Il faut un à deux ans pour sécher le bois. Bien que Bois Vogel soit équipée d'un séchoir, la demande est telle que l'entreprise n'est plus en mesure de livrer le moindre stère avant janvier 2023.

L'embargo sur le bois russe, entré en vigueur à l'été 2022, contribue à tendre le marché en Europe.

► Le cours du bois de construction, en dollars les 1000 pieds de planche (2,36m3)



► Prix du papier et carton d'emballage, base 100 en 2010



Le prix de la pâte à papier s'est accru de +50% en un an, à juin 2022 : l'énergie, la hausse du cours du bois et surtout l'augmentation des prix du fret maritime ont conduit à cette envolée ... et à la fermeture d'usines pour ne pas produire à perte.

- bien que disponible en quantité suffisante, l'intrant, qui pèse 10 à 20 % des coûts des papetiers, a vu son cours s'envoler : l'indice de référence NBSK est passé de 810 dollars la tonne en juillet 2020 à près de 1.300 en avril 2022;

- l'industrie du papier est fortement consommatrice de gaz. L'énergie représente 30% du produit. Entre janvier et avril 2022, le prix de l'électricité a été multiplié par quatre, celui du gaz par sept. Les produits chimiques les amylicées [les colles pour papier] ont doublé. Depuis mi-2020, **les délais de livraison de papier ont été multipliés par trois.**

Après un creux au moment de l'apparition du Covid, la tonne de papier journal est passée d'environ 500 à 1.000 euros en avril 2022, le papier ramette a pris 30 %, le papier kraft recyclé 85 %. Le prix des « papiers bouffants », utilisés dans les mangas, a enregistré une hausse de 40 % à 45 % Le papier toilette a augmenté de 7%, l'essuie-tout de 10%.

N'arrivant plus à répercuter la flambée des coûts sur leurs clients, l'italien Projest ou le norvégien Norske Skog ont fermé certaines usines pour ne pas produire à perte, aggravant les difficultés de leurs clients.



Les rendements agricoles pâtissent d'un manque d'approvisionnement en engrais azotés, dont les prix se sont de plus fortement accrus en raison du coût du gaz.

Les coûts de production agricole se sont envolés de 26,7 % sur un an. La rentabilité des entreprises est mise à rude épreuve, encaissant entre 2021 et 2022 :

- une hausse des prix du gaz de 350% ,
- une hausse de 380% pour l'électricité,
- une hausse du prix des emballages : progression de 40% des prix des matières plastiques et du papier carton.

Attirés par les prix exceptionnels du maïs grain, du tournesol et du colza, beaucoup d'agriculteurs bretons ont stoppé la culture de légumes.

► Cours du blé meunier



La production agricole et les rendements pourraient continuer de chuter en 2023 en raison d'une moindre utilisation d'engrais azotés.

En 2021, la production agricole a chuté, entre 25 et 35% pour les légumes seuls. La baisse des rendements, liée à la sécheresse et à la canicule, pourrait s'aggraver en 2023 en raison des engrais azotés dont les agriculteurs pourraient continuer de manquer :

- soit en raison d'un prix qu'ils ne pourraient plus se permettre de payer (le prix de l'ammonitrate HD - environ 20 % de leur consommation d'engrais minéraux en temps normal - a presque quadruplé en deux ans),
- soit en raison de pénurie sur le produit.

En théorie, 10 % d'azote en moins équivaut à 10 % de production en moins. L'approvisionnement de la France est fragilisé en engrais azotés, a fortiori en ammonitrate haut dosage, un fertilisant à haute teneur en azote très prisé pour les grandes cultures françaises (céréales, betteraves, colza). Il n'y a, en tout et pour tout, que cinq sites de production d'ammonitrate HD dans l'Hexagone, et quatre sites pour l'ammoniac, son composant principal. Ces installations sont exploitées par le norvégien Yara et l'autrichien Borealis, qui assurent la totalité des livraisons de ce fertilisant aux agriculteurs français.

Or, Borealis, fabricant d'ammoniac et d'ammonitrate, a stoppé courant septembre 2022 une

partie de sa production. Le site de Grand-Quevilly, l'une des trois usines opérées par le groupe en France, arrêtera ses ateliers de production en raison des prix du gaz. Les salariés ont été informés qu'ils auront à réaliser quelques opérations de maintenance, puis ils effectueront des formations et prendront le reliquat de leurs congés avant d'entrer en chômage partiel.

L'ammoniac est le composant de base des engrais azotés. Or, « le gaz naturel représente entre 70 % et 90 % du coût de fabrication de l'ammoniac ». Résultat : le prix d'une tonne d'ammoniac produite en Europe oscille aujourd'hui entre 2.000 et 2.500 dollars, quand le cours mondial se situe aux environs de 1.300 dollars. En attendant, ce sont les engrais venus de pays où le gaz est moins cher qui inondent le marché européen (Etats-Unis, Afrique du Nord et Moyen-Orient).

- pas de Chine, Pékin ayant fermé la porte aux exportations de ces engrais hautement stratégiques.
- pas de la Russie qui n'exporte plus d'ammoniac et d'ammonitrate, dont elle est l'un des premiers producteurs mondiaux.



La filière alimentaire, dépendante de l'énergie, veut bénéficier d'un prix plafond sur le gaz et l'électricité et obtenir des garanties d'approvisionnement dans ces énergies, pour pouvoir assurer la chaîne du froid et la conserverie des produits frais.

Producteurs

(FNSEA, La Coopération agricole),

Voir page précédente

L'association La Coopération agricole souhaite que soient reconnues comme **mission d'intérêt général les activités agricoles et agro-alimentaires**.

Les difficultés rencontrées par les entreprises agricoles mettent à mal la **souveraineté alimentaire de la France**.

Fabricants et industriels agro-alimentaires

(ADEPALE, ANIA, ILEC, FEEF)

L'ANIA rappelle que **l'utilisation du gaz et de l'électricité reste indispensable aux process de fabrication, à la sécurité des aliments, et aux process de transformation et de conservation** de matières premières vivantes et périssables.

Distribution

(Perifem)

Selon Perifem, **la facture électrique représentait 30% du résultat net des commerces avant les envolées des coûts de l'énergie**. Avec un doublement des tarifs, un grand nombre de commerces vont se retrouver fragilisés.

Création d'un protocole visant à réduire la consommation énergétique dans un contexte de crise durable, avec :

- l'extinction des enseignes lumineuses dès la fermeture du magasin;
- la baisse de 50 % l'intensité de l'éclairage avant l'arrivée du public et de 30 % en présence des clients sur les périodes critiques de consommation.

Le panier moyen de courses devrait augmenter de 15% supplémentaires en 2023, aboutissant à faire supporter par les ménages une part de l'augmentation de l'énergie, « rendant **le bouclier tarifaire fixé pour les protéger en partie inopérant** ».

La chaîne alimentaire doit assurer une qualité constante (goût, couleur, texture, valeur nutritionnelle) et prolonger la durée de conservation des produits.

La filière de l'emballage alimentaire et du conditionnement rappelle la nécessité d'aborder **la souveraineté alimentaire** à travers ses trois dimensions : sécurité, autonomie et durabilité.



Face à la pénurie de médicaments et à des fabricants de génériques menaçant d'arrêter la production pour cause de prix insuffisant, l'Etat a partiellement revu son projet budgétaire pour 2023.

Les ruptures d'approvisionnement des pharmacies se poursuivent.

Le « **taux de tension** », c'est-à-dire d'incapacité à approvisionner la pharmacie demandeuse pendant au moins une semaine, a quasiment doublé depuis janvier 2022, pour passer de 6,5 % du nombre de références de médicaments à 12,5 % mi-août ».

Tension ne signifie pas toujours pénurie. Chaque médicament se décline en effet en plusieurs conditionnements qui sont autant de références, de même que les génériques. Cela multiplie les alternatives à une référence manquante.

Si la tension porte sur un médicament non remboursable, l'enjeu n'est pas vital. En revanche, cela peut l'être lorsqu'il s'agit de médicaments d'importance thérapeutique majeure (anticancéreux, antidiabétiques, etc.), qui ont peu de variété de conditionnements et dont la génération la plus récente n'a pas de générique, limitant là encore la substituabilité.

Les causes de tensions peuvent être variées :

- **l'insuffisance de production par rapport à la demande** : pour les antidiabétiques en rupture d'approvisionnement, l'ANSM évoque une augmentation importante de la demande mondiale. Les deux antidiabétiques sous brevet en pénurie sont l'Ozempic du spécialiste danois du diabète Novo Nordisk et le Trulicity de l'Américain Eli Lilly;

- **les blocages dans l'acheminement des médicaments, ne permettant la reconstitution des stocks.** Les grossistes-répartiteurs approvisionnant les pharmacies ont l'obligation d'avoir quinze jours de stock, ce qui peut être un peu juste si un médicament vient d'Asie.

Suite aux menaces de grèves de fabricants de médicaments si leurs prix n'étaient pas revalorisés, le Gouvernement a revu son budget pour 2023.

En France, les prix des médicaments remboursés par la Sécurité Sociale sont fixés par l'Etat de même que le prix auquel les fabricants peuvent les vendre.

Les PME, qui ont en charge 35 % des médicaments d'intérêt thérapeutique majeur disponibles dans l'Hexagone, se disent **prises en étau entre l'inflation et des prix des médicaments non revalorisés.**

En septembre 2022, le syndicat européen de fabricants de **médicaments génériques** « Medicines for Europe » (MFE) signalait que **si** les fabricants de médicaments génériques (qui représentent 70 % des médicaments délivrés en Europe) n'obtenaient **pas d'aides face à l'explosion du coût de l'énergie et la pénurie potentielle d'énergies cet hiver**, il pourrait y avoir **des arrêts de production.** Or :

- **l'industrie pharmaceutique n'a pas été classée dans les secteurs énergivores** tels les cimentiers ou la sidérurgie. Pourtant la production des médicaments biologiques est très gourmande en énergie, car il faut maintenir les virus et les cellules cultivés à 37 degrés sur un cycle ininterrompu de plusieurs semaines. Si l'énergie était contingentée, tout arrêt de production, même temporaire, aurait des conséquences négatives sur la fourniture de médicaments aux patients;
- **le budget 2023 de l'Etat**, présenté en octobre 2022, **prévoyait une baisse des prix régulés de nombreux médicaments.** Le secteur exigeait la révision en urgence des 800 millions de baisses de prix prévues en 2023 sur le médicament ainsi que la réduction du montant de la **ponction annuelle sur le chiffre d'affaires des laboratoires pharmaceutiques.** **Budgétée à 400 millions au titre de 2021, elle devait atteindre 2,4 milliards au titre de 2023**, selon les calculs du Leem.

Les industriels du médicament ont partiellement obtenu gain de cause. Le mode de calcul de la clause de sauvegarde, la contribution censée préserver les finances de la Sécurité sociale en cas de dérapage des remboursements de médicaments, a été revue..

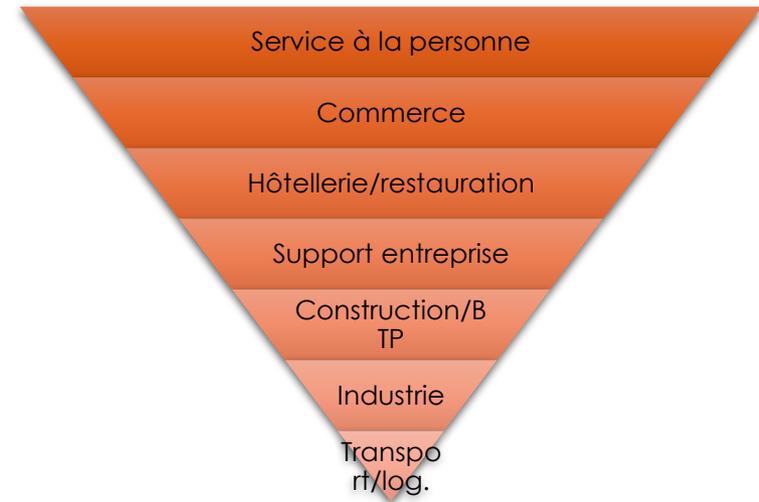


Une pénurie de main d'œuvre qui peut freiner la reprise de certains secteurs, mais un impact difficile à mesurer sur l'économie

Main d'œuvre

Postes vacants	T2 2022
Industrie	61 000
Construction	24 000
Tertiaire marchand	210 000
Tertiaire non marchand	68 000
Total T2 2022	363 000
Total T4 2019	210 000

Sources : DARES



+150 000 nouveaux postes vacants entre fin 2019 et mi-2022 (+72%)

- ▶ La crise sanitaire a généré d'importants départs dans certains secteurs (hôtellerie/restauration, services à la personne, tourisme, transport...)

La plupart des secteurs d'activité sont en recherche de main d'œuvre

- ▶ Des besoins particulièrement criant dans les services à la personnes, le commerce, l'hôtellerie restauration.
- ▶ **Certaines petites entreprises sont contraintes de réduire la voilure** (ex : fermetures ou réduction de services, refus de commandes...)



Une crise climatique qui va accélérer les transformations de l'économie et bouleverser certains secteurs



Une crise climatique qui s'est particulièrement matérialisée à l'été 2022. Une transition qui devrait s'accélérer

Climat

Les canicules, sécheresses, inondations, incendies, ouragans, vents très puissants ont été assez généralisés dans le monde en 2022. La France a été largement affectée (sécheresse, incendies). Ces phénomènes ont accéléré la prise de conscience des Etats et des citoyens dans la nécessité d'une transition écologique et d'une évolution des comportements. Les risques de pénurie d'énergie à l'hiver 22/23 sont venus renforcer cette prise de conscience.

Cet épisode pousse les Régulateurs (UE, Etats) à accélérer la transition. A titre d'exemple, le Pdt Macron a annoncé courant septembre vouloir aller 2 fois + vite que prévu d'ici 2050 sur les renouvelables au travers de parcs inshore et offshore d'éoliennes.

Modalités : processus de décision accéléré, enquêtes permis de construire et durée de recours réduits, élargissement des zones potentiellement concernées (Loi d'accélération des renouvelables en discussion au Parlement).

Les entreprises et les ménages sont aussi poussés à accélérer soit sous la contrainte, soit de façon pro-active.



Des conséquences multiples et concrètes sur l'économie

Etats, UE (régulateurs)

- ▶ Accélération de la **sortie des énergies fossiles** (facilitation de l'implantation des renouvelables, construction de 6 nouvelles centrales nucléaires + 8 en option, interdiction du chauffage au fioul et au gaz pour toute nouvelle installation dès 2023 ...)
- ▶ **Fiscalité** favorisant la transition (énergie) et pénalisant certains produits (ex : malus auto)
- ▶ **Exigences croissantes de reporting extra-financier** des entreprises (DEPF, CSRD), taxonomie...

Entreprises

- ▶ **Pour les secteurs très impactés :** évolution de la stratégie, des activités, des conditions de travail
 - Conséquences + ou – sur l'emploi selon les secteurs, évolutions des métiers, de l'organisation du travail
 - Ex : automobile (sortie du thermique – 20% des ventes en électrique dès 2025, 50% dès 2028, 90% en 2035 selon le BCG), habillement (baisse de la consommation...)
- ▶ **Pour les secteurs peu impactés :** adaptation au changement climatique :
 - Ex pour les sociétés de services : recours accru au télétravail, limitation des déplacements professionnels

Ménages

- ▶ Evolution des comportements
 - Consommation (alimentation, habillement, automobile, énergie...)
 - Déplacements
- ▶ « Pression » sur les entreprises en favorisant les + respectueuses de l'environnement
- ▶ Limite : le pouvoir d'achat 



Des opportunités pour les acteurs des énergies renouvelables (Engie, General Electric...) et du nucléaire (Orano (ex-Areva), EDF...)



Des risques pour l'agriculture, l'automobile, le tourisme, l'assurance...



En conclusion

Une urgence pour les CSE à se saisir de ces sujets afin d'en anticiper les impacts



Au total, un contexte économique bouleversé qui impose aux CSE de se saisir rapidement du sujet



Objectif : anticiper au plus vite les impacts économiques et RH sur l'entreprise



Demander à mettre un point à l'ordre du jour du CSE

► Impacts de la conjoncture économique sur l'entreprise

Ce contexte appelle de nombreuses questions :

- Quels sont les impacts du contexte macro-économique sur la situation de l'entreprise ? Quelles mesures met-elle en œuvre pour y faire face ?
- L'entreprise bénéficie-t-elle d'aides d'Etat ? Type, montant, impact ?
- L'entreprise est-elle en difficulté dans ce contexte ?
- La situation a-t-elle ou pourrait-elle avoir des conséquences sociales : restructuration, PSE, APLD, révision des conditions de travail (temps de travail, organisation...)... ?
- La direction envisage-t-elle de compenser l'inflation dans la NAO ?
- La stratégie est-elle revue au regard du contexte macro-économique ?
- Qu'est-ce que la direction met en œuvre pour limiter son impact sur l'environnement ?
- L'entreprise dispose-t-elle des moyens humains et des compétences nécessaires à son activité ? Quels sont ses besoins non pourvus ? Quelle stratégie RH/SCT envisage-t-elle dans ce cadre ?
- ...

Nous contacter

Paris

01 40 26 47 38

Nantes

02 72 24 26 19

Lyon

04 27 86 15 62

Bordeaux

05 87 48 00 79

Aix-en-Provence

04 84 49 22 76



Infos@sextant-expertise.fr
www.sextant-expertise.fr

L'EXPERT CSE
QUI FAIT BOUGER LES LIGNES